

La constitution

de ce pays c'est d'avoir des gens qui ont de la difficulté à comprendre le temps et l'espace. Quand on regarde tout ce qui se passe ailleurs, les guerres, les famines, les dictatures, regardons aussi le pays qui s'appelle le Canada et très facilement nous pourrions voir que nous sommes des enfants gâtés, que nous acceptons difficilement, malgré le ventre rempli, une forme de générosité et de partage.

Et ce qui anime encore davantage ce conflit ce sont nos querelles de personnalités. Et c'est cela qui est en train de ronger la fibre vive de notre nation: être incapables de voir l'héritage complet que nous avons, et à travers une structure aller rejoindre les gens du peuple à qui nous sommes les seuls redevables. Et toute cette opération de structures scolaires, municipales et provinciales ou fédérales est là pour supporter le citoyen, et non pas l'inverse.

C'est cela que nous devons comprendre, et c'est cela, qu'à l'extérieur du Parlement, les gens doivent comprendre. On ne veut enlever à personne des choses, des droits. On veut en donner davantage. Qu'il s'agisse du député de Manicouagan ou du premier ministre du Canada ou du premier ministre de la province de Québec ou d'une autre province, ou de tous les députés, nous allons tous passer, mais le territoire va demeurer et les générations vont se succéder. Et ce que nous devons toujours avoir à l'esprit, c'est ce que nous allons laisser aux générations futures et dans quel esprit nous allons le leur laisser. La proposition est rédigée dans cet esprit-là, savoir donner des garanties culturelles. On pense à la langue. On pense au droit de mobilité, et le droit de mobilité qui est consacré dans les cadres mêmes de ce projet de résolution, je le vis actuellement dans ma circonscription.

● (1510)

Je vais donner un exemple pour illustrer comment cela se passe. Voici que depuis quelques années le centre économique du pays se déplace vers l'Ouest. Or, dans ma région, des entrepreneurs, des gens qu'on pourrait qualifier de bâtisseurs de pays, se déplacent vers Edmonton pour construire là-bas, et ces gens souvent ne parlent pas l'anglais très bien, mais quand même, ils veulent relever le défi canadien et suivre l'économie. Or le principe même de la résolution permet la liberté des citoyens et des capitaux d'un bout à l'autre du pays. Et cela est un fait concret. Demandons dans nos centres de main-d'œuvre combien de gens frappent à la porte pour avoir droit aux plans de mobilité afin d'aller vers l'Ouest et de gens de l'Ouest pour aller davantage vers l'Est. Nous consacrons maintenant par ce projet de résolution ce fait-là. Est-ce qu'il y a des gens qui à la Chambre sont contre une telle proposition? Est-ce qu'il y a des provinces qui sont contre une telle proposition? Et pourtant on a entendu des premiers ministres dire: Écoutez, cela va déranger notre planification de main-d'œuvre. Les plans de mobilité pour les citoyens du pays ne sont pas là pour respecter des plans de main-d'œuvre, ils sont là pour permettre à des gens de travailler là où ils veulent, en toute liberté.

Les plans de main-d'œuvre pourront s'adapter aux citoyens. Et c'est cela qu'on doit confirmer dans ce projet de résolution. Ces familles de francophones qui peuvent s'en aller vers l'Ouest pourront, pour autant que le nombre le justifie, obtenir certaines institutions en français, et ce ne sera ni le Parlement canadien ni le Parlement des provinces qui auront à décider, mais bien les tribunaux qui pourront, à partir de précédents, à

partir d'examen des faits, rendre une décision sur ces questions-là.

Je crois qu'on a rarement trouvé dans l'histoire du Canada un projet aussi généreux pour les citoyens, et ce qui est étonnant c'est de voir que ceux qui s'y opposent actuellement le font simplement pour des considérations de méthodes et de moyens, et qu'on est incapable de dépasser après l'avoir indiqué, puis après une opposition sur les moyens, on est incapable de dépasser cette opposition de moyens pour en arriver à la consécration du principe. C'est cela qui est malheureux lorsqu'on écoute les critiques négatives à l'égard de l'appui accordé à ce projet de résolution.

Je voudrais terminer en disant simplement que le grand principe du libéralisme que, je crois, tout le monde défend à la Chambre, requiert la primauté de l'individu sur la structure ou sur l'État, et je mettrais au défi qui que ce soit à la Chambre de trouver une formule contenue à l'intérieur de ce projet de résolution qui va à l'encontre de ce que je viens d'affirmer. Tout ce qui est contenu à l'intérieur de ce projet de résolution s'adresse directement aux citoyens et non pas aux structures, et cela consacre les droits du citoyen sur le droit même de l'État. C'est cela qui est important. Et dans un monde archimécanisé, archibureaucratisé, c'était peut-être grand temps qu'on affirme des principes comme cela, et c'est peut-être aussi grand temps qu'on passe à l'action et qu'enfin on aboutisse à des choses concrètes et c'est pour cela que les gens nous ont élus.

Allons voir dans la rue et allons demander aux gens ce qu'ils pensent du débat actuel qui s'éternise. Les gens nous répètent: Vous avez été élus pour faire ce travail, vous êtes payés pour régler les problèmes, cessez de nous prendre à témoin et agissez, mais agissez en fonction de nos libertés, agissez en fonction des générations qui s'en viennent et de nos enfants. C'est cela qu'on nous demande. Arrêtez de toujours revenir sur le terrain et assumez vos responsabilités. Et c'est là-dessus qu'il faut vraiment se camper, c'est là-dessus qu'il faut décider que nous allons agir et non pas toujours tourner en rond pour nous masquer, nous cacher derrière de faux principes, des sophismes, pour légitimer notre inaction. Ce qu'il faut faire, c'est décidément débloquer, aller plus loin et affirmer que nous sommes dans un pays libre, capables de ramener chez nous les choses qui nous appartiennent et la maturité d'inclure à l'intérieur des choses qui demandent du dépassement. Je les invite à la compréhension. Je les invite à regarder du nord au sud et de l'est à l'ouest le grand continent qui nous a été légué, et à leur dire que les discussions passagères que nous avons sont peut-être au fond simplement le dernier soubresaut qui va nous permettre d'exploser dans nos droits fondamentaux de citoyens canadiens, et que les prochaines années sont simplement une lumière sur l'avenir, et que nous pourrions nous prendre en main et continuer à développer ce pays de façon harmonieuse. Je suis convaincu que si nos pères avaient écouté davantage leurs craintes que leur foi, nous ne serions pas ici avec un niveau de vie aussi élevé et avec des libertés aussi affirmées. Une nation devient vieille lorsqu'elle refuse de grandir. Or nous passons peut-être à travers une crise de «puberté», mais je suis convaincu que nous sommes tout près de la maturité, et que nous serons capables de ramener à bon port le grand défi, l'immense défi que les générations passées nous ont légué et que les générations de l'avenir attendent.